



AFD



PROPARCO
GROUPE AFD



**EXPERTISE
FRANCE**
GROUPE AFD

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES – TERMES DE REFERENCE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75598 Paris Cedex 12 - RCS PARIS B 775 665 599

Téléphone : + 33 (0)1 53 44 31 31

Concernant la prestation

Prestations d'assistance et de veille en matière de fiscalité
pour le Groupe AFD »

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	Présentation des entités	3
1.1	Présentation de l'AFD.....	3
1.2	Présentation de PROPARCO	3
1.3	Présentation d'Expertise France	4
1.4	Présentation de FISEA	4
1.5	Relation AFD-PROPARCO pour l'établissement des comptes	4
ARTICLE 2.	Présentation des principaux Services Prescripteurs	5
ARTICLE 3.	Objet du marché	6
ARTICLE 4.	Contexte et objectifs de la mission	6
ARTICLE 5.	Prestation attendue	7
5.1	Détail de la prestation attendue	7
5.1.1	Prestations forfaitaires	7
5.1.2	Prestations sur bons de commande	8
ARTICLE 6.	Livrables attendus.....	9
ARTICLE 7.	Modalité d'exécution	9
7.1	Méthodologie attendue	9
7.2	Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution	10
7.3	Planning d'exécution	10
ARTICLE 8.	Compétences attendues du Prestataire	10
ARTICLE 9.	Moyens mis à disposition du Prestataire.....	10

ARTICLE 1. Présentation des entités

1.1 Présentation de l'AFD

Le groupe Agence française de développement (AFD) est un établissement public qui finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et durable.

Plateforme française d'aide publique au développement et d'investissement de développement durable, nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud.

Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer et dans 115 pays, pour les biens communs de l'humanité – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes/hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.

Au moyen de subventions, de prêts, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, l'AFD finance des projets, des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

Sa filiale **Proparco** (www.proparco.fr) soutient les investissements privés.

Dédiée à mobilisation de l'expertise publique française, **Expertise France** (www.expertisefrance.fr) a rejoint le groupe AFD en 2022.

L'AFD collabore également avec les réseaux académiques français et internationaux pour alimenter les débats et réflexions prospectives sur le développement.

Elle assure la gestion du **Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM)**, qui cofinance des projets conciliant environnement et développement.

L'AFD est une entité d'intérêt public (EIP).

L'ensemble des informations relatives à l'AFD, et notamment sa Charte d'Ethique que le prestataire est invité à consulter, sont accessibles sur le lien suivant : www.afd.fr.

1.2 Présentation de PROPARCO

La société de Promotion et de Participation pour la Coopération économique (Proparco) est une filiale de l'Agence Française de Développement à 85.21% au 31 décembre 2024, spécialisée dans le financement du secteur privé des pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE.

Elle compte parmi ses actionnaires privés des organismes financiers français, des organismes financiers internationaux et des sociétés industrielles et de services.

Son rôle est de stimuler les investissements et les marchés en effectuant des opérations financières bancaires à la fois financièrement rentables et utiles au développement des pays concernés.

PROPARCO, au regard du Code Monétaire et Financier français, est une société de financement, soumise à toutes les obligations de la réglementation bancaire.

Proparco fait l'objet d'une intégration globale dans les comptes consolidés du groupe AFD.

L'ensemble des informations relatives à Proparco, et notamment son rapport financier et la présentation de son organisation interne, est accessible sur le lien suivant : www.Proparco.fr

1.3 Présentation d'Expertise France

Agence interministérielle de la coopération technique internationale française, Expertise France devient une filiale du Groupe AFD, en janvier 2022.

Créée par la loi du 7 juillet 2014 relative à la politique de développement et de solidarité internationale, sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), son statut a été modifié par la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales du 4 août 2021 pour permettre son intégration dans le Groupe AFD. Elle prend désormais la forme d'une société par actions simplifiée dont le capital est détenu à 100% par l'AFD et dont les comptes sont consolidés au niveau du Groupe.

Son métier est de concevoir et mettre en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation, etc. Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue, en complémentarité avec les actions de l'AFD, aux objectifs de solidarité internationale et à la politique de développement de la France.

Elle exerce une mission de service public reconnue dans la loi et dans ces statuts. L'Etat conserve par ailleurs un rôle de pilotage stratégique, comme en témoigne la composition de son conseil d'administration et continue de lui fixer orientations et objectifs à travers un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

Expertise France intervient dans une centaine de pays dans le cadre de plus de 500 projets, avec un volume d'activité de près de 447 millions d'euros en 2024. Si le continent africain constitue une priorité pour l'agence et concentre plus de la moitié de son activité, celle-ci intervient également au Proche et au Moyen-Orient, en Europe continentale, en Asie et dans les Amériques. Au total, l'agence mobilise plus de 1 000 personnes (toutes modalités contractuelles confondues) dans 90 pays et dispose de bureaux projets dans près de 40 pays. Cette présence sur le terrain favorise une mise en œuvre agile, l'appropriation par les partenaires et l'alignement sur les besoins et réalités locales.

1.4 Présentation de FISEA

FISEA (Facilité d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique), filiale de l'Agence Française de Développement (AFD), est une société qui vise l'investissement, majoritairement à travers des fonds d'investissement, dans des entreprises africaines pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois en Afrique. FISEA a également pour vocation de renforcer les capacités des gestionnaires et entreprises financées grâce à une enveloppe d'accompagnement technique.

FISEA a confié à PROPARCO au titre d'un contrat de prestations de service des missions d'assistance dans sa gestion financière quotidienne et dans la production des documents suivants : comptes annuels audités valorisations IFRS trimestrielles, comptes et valorisations semestriels non audités et prévisions financières actualisées de FISEA.

1.5 Relation AFD-PROPARCO pour l'établissement des comptes

Une convention de prestation de services définit les modalités des prestations rendues par l'AFD à sa filiale et les règles de facturation. Les trois piliers de cette convention sont :

- (i) la mise à disposition par l'AFD du personnel siège et des bureaux,
- (ii) la réalisation de prestations de gestion et d'appui,
- (iii) la représentation par le réseau des agences de l'AFD.

Dans le cadre de cette convention, l'AFD assure notamment la gestion et la production comptable, fiscale, réglementaire et financière de PROPARCO, la gestion des concours financiers, l'audit interne, la gestion des ressources humaines et, la mise à disposition des outils informatiques et la gestion des systèmes d'information.

ARTICLE 2. Présentation des principaux Services Prescripteurs

Le département « Règlementaire Comptabilité Consolidation » (AFD/RCC), au sein de la Direction Exécutive Financière, est en charge de l'élaboration des comptes sociaux, des déclarations règlementaires et fiscales ainsi que de la production des états financiers consolidés.

Au sein de ce département, la Division Comptabilité et Fiscalité de l'AFD (DCF) est notamment en charge de la comptabilité des opérations initiées au Siège de l'AFD (clients, fournisseurs, prestations de services, immobilisations, participations, capitaux propres), de la comptabilité et de l'élaboration des états financiers des filiales (Proparco, SOGEFOM et SODERAG) et des déclarations et de la veille fiscales de l'AFD et des filiales précitées.

Le Département Juridique est chargé de contribuer aux opérations et activités de l'AFD en favorisant leur structuration et sécurisation et de fournir des analyses et conseils juridiques à la Direction Générale, ainsi qu'aux différentes structures de l'AFD.

La Direction des Ressources Humaines est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie et des politiques sociales ressources humaines du groupe. Elle est notamment responsable :

- de la gestion prévisionnelle et du pilotage des effectifs et de la masse salariale ainsi que du contrôle de gestion associé ;
- de la définition et la mise en œuvre des politiques de rémunération et des avantages sociaux et du suivi des systèmes de retraite du groupe ;
- de la gestion administrative du personnel et des rétributions et de la comptabilité associée ;
- du pilotage et de l'animation des relations avec les partenaires sociaux ;
- de la veille juridique et la gestion des procédures amiables, arbitrales et judiciaires relevant du droit social ;

La Direction des Ressources humaines exerce ses fonctions au bénéfice de l'ensemble des structures de l'AFD et de sa filiale PROPARCO.

Elle est tête de filière RH pour l'ensemble du groupe et assure, à ce titre, la bonne coordination des politiques et de l'offre de service RH entre l'ensemble des filiales. Elle impulse les actions permettant d'améliorer l'efficacité et la performance de la filière RH à l'échelle du groupe.

Cette direction est organisée autour de trois départements :

- le département Emplois, talents et compétences (ETC).
- le département Administration et pilotage RH (ADP) ;
- le département Politiques sociales et communication RH (PSC)

Le département de la Direction Administrative et Financière de PROPARCO (PRO/DAF) est notamment en charge :

- du contrôle de la conformité des comptes et des états règlementaires ;
- du contrôle de gestion et du suivi budgétaire ;
- de la comptabilité fournisseurs du siège de Proparco ;
- d'établir les projections financières, la gestion ALM et de fournir les analyses permettant le pilotage financier de Proparco ;
- de définir et assurer le suivi de la politique de tarification de Proparco ;
- de gérer les ressources et risques financiers de Proparco ;

- de l'appui aux équipes opérationnelles sur la structuration des projets et l'innovation financière.

Le Département juridique de PROPARCO (PRO/DJU) est en charge de :

- l'appui juridique aux opérations de PROPARCO : appui à la structuration/sécurisation juridique des opérations de PROPARCO (dette, garanties et equity), négociation de la documentation contractuelle (signature, décaissement) et suivi du portefeuille, y compris restructurations
- l'appui juridique institutionnel : notamment le suivi du statut de PROPARCO en France et dans ses pays d'intervention (conformité à la réglementation bancaire et fiscale, notamment) et revue des contrats (prestations de services).

Le département des Affaires Financières d'Expertise France (EF/DAF) est organisé comme suit :

- Pôle contrôle de gestion
- Pôle Services financiers regroupant la Comptabilité générale, auxiliaire et le contrôle financier - est en charge de l'ensemble des déclarations fiscales sur le territoire Nationale : DAS 2, Tva CA3, Liasse fiscale-IS, CET (CVAE-CFE), C3S
- Pôle Outils et bases de données
- Pôle Trésorerie

En lien étroit avec la DAF, le pôle implantation à l'étranger du Secrétariat général d'Expertise France, appui et conseille les équipes opérationnelles d'Expertise France pour tout ce qui relève de la fiscalité des projets et la direction générale pour tout ce qui relève de la fiscalité de l'activité dans les pays tiers (hors France). L'objectif est double : que l'agence puisse se prévaloir des exonérations figurant dans les conventions d'établissement, dans les accords entre l'UE et le pays hôte et/ou dans le droit interne des pays et qu'elle puisse se conformer autant que possible aux obligations fiscales qui pourraient lui incomber dans le cadre de la mise en œuvre de son activité de coopération.

ARTICLE 3. Objet du marché

Le marché porte sur l'accord-cadre relatifs à des prestations d'assistance et de veille en matière de fiscalité pour le Groupe AFD.

A ce titre, le Groupe AFD souhaite se faire accompagner sur une durée de 4 ans (exercices 2026 à 2029 inclus) par un expert fiscaliste aux fins notamment i) de s'assurer de la conformité à la réglementation et à la doctrine fiscale des déclarations fiscales de ses entités et du traitement fiscal de ses opérations et ii) de remplir sa mission de veille fiscale, d'apprécier et prendre en compte les évolutions fiscales.

ARTICLE 4. Contexte et objectifs de la mission

Les règles de fiscalité applicables au Groupe AFD sont très spécifiques du fait :

- des différences de statut de chaque entité ;
- pour l'AFD, de son double statut d'EPIC et de société de financement, mais également de par son activité d'aide publique au développement.

A ce titre, le groupe a au fil du temps, formulé plusieurs demandes de rescrits auprès de l'administration fiscale portant sur l'interprétation de textes fiscaux ou sur une situation de fait du groupe au regard du droit fiscal.

Ainsi, à titre d'exemple, pour l'AFD :

- i) concernant l'assujettissement à la TVA, ses activités dites de « 1^{er} guichet » sont hors champs de la TVA, tandis que ses activités dites de « 2nd guichet » sont dans le champs de la TVA, dont certaines seulement ouvrent droit à déduction.

- ii) bien que soumise à l'impôt sur les sociétés prévu pour les organismes sans but lucratif, ses opérations réalisées dans le cadre de l'aide publique au développement ne sont pas passibles de l'IS.

A noter également :

- i) la création depuis le 1^{er}/01/2025 d'un Assujetti Unique à la TVA constitué des entités AFD, PROPARCO et FISEA.
- ii) un programme immobilier en cours de réalisation et porté par l'AFD, visant à l'acquisition en VEFA d'un ensemble de bureaux qui accueillera, à horizon 2027, les sièges des entités du groupe AFD ainsi que la « Cité du Développement » rassemblant des partenaires du développement (organisations internationales, ONG, etc.) du groupe AFD.

Enfin, le Groupe AFD est soumis au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Les différentes équipes des services prescripteurs ne sont pas dimensionnées (i) pour suivre étroitement les évolutions fiscales les concernant, les interpréter, analyser leurs impacts et définir les traitements fiscaux applicables aux opérations/déclarations fiscales ni (ii) pour répondre à l'ensemble des interrogations fiscales des équipes sur les opérations.

Par conséquent, le Groupe AFD attend du prestataire un appui permanent en matière de fiscalité et souhaiterait bénéficier d'une cohérence et d'une homogénéité au niveau des livrables et analyses transversales sur les sujets fiscaux soumis au prestataire.

ARTICLE 5. Prestation attendue

5.1 Détail de la prestation attendue

Le Groupe AFD souhaite se faire accompagner par une assistance permanente en matière de veille fiscale couvrant les aspects comptables et fiscaux.

Les prestations sont découpées de la façon suivante :

5.1.1 Prestations forfaitaires

- Pour l'entité AFD :
 - Revue annuelle du résultat fiscal,
 - Revue annuelle et validation des états fiscaux produits (Déclarations fiscales et sociales, retenue à la source...),
 - Revue annuelle de la liasse fiscale spécifique de l'AFD (actuellement seuls les revenus fonciers et le résultat de l'activité de représentation d'établissement de crédit métropolitains dans les DOM, ainsi que l'activité de refinancement de l'AFD à l'égard de sa filiale Proparco sont soumis à l'impôt sur les sociétés),
 - Revue annuelle du calcul de prorata de TVA de l'AFD qui a de nombreuses opérations hors du champ d'application mais également dans le champ et exonérées et de l'Assujetti Unique ,
 - Revue annuelle du calcul du prorata de TVA de l'Assujetti Unique dans le cadre du Groupe de TVA constitué depuis le 1/01/2025,
 - Revue annuelle du calcul du rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires,
 - Traitement des questions fiscales sur les opérations de services souscrites par l'AFD en lien avec ses projets d'aide au développement ou concernant ses autres filiales (environ 20 sollicitations par an)
- Pour l'entité PROPARCO :
 - Revue annuelle du résultat fiscal,

- Revue annuelle des états fiscaux produits (déclaration fiscale, état de retenue à la source, ...)
 - Revue annuelle du calcul du prorata de TVA,
- Pour toutes les entités :
- Veille juridique et fiscale y compris les évolutions de calendrier des éléments applicables à l'AFD et ses filiales (PROPARCO, FISEA, EF, Sogefom) avec édition d'alerte au fil de l'eau et d'un « feuillet » trimestriel,
 - Réponses aux questions ponctuelles pour les déclarations fiscales courantes (incluses dans les 20 sollicitations décrites plus haut),
 - Présentation annuelle aux agents concernés des principaux enjeux et évolutions en matière de fiscalité.

5.1.2 Prestations sur bons de commande

- L'AFD/RCC souhaite en outre, un accompagnement d'appui et de conseil sur les points suivants :
- Analyses d'impacts et traitements fiscaux résultants, ou dans la perspective, de changements organisationnels ou statutaires, de la réalisation de nouvelles opérations ou de nouvelles activités ou de changements de réglementation/doctrine/nouvelle jurisprudence en matière fiscale
 - Appui et conseil lors de contrôles fiscaux ou URSSAF
- L'AFD/JUR souhaite se faire accompagner pour couvrir notamment les prestations suivantes :
- Prestations de conseil liées au régime fiscal applicable dans le cadre de projets ou concernant le statut fiscal de différentes entités avec lesquelles l'AFD participerait à des financements ou opérations de développements.
- L'AFD/DRH souhaite se faire accompagner dans l'analyse des différents impacts fiscaux découlant d'évolutions réglementaires ou statutaires ou organisationnelles sur les périmètres dont elle a la responsabilité (paie, déclarations sociales, DSN, taxes ...).
- PRO/DAF souhaite se faire accompagner de façon ponctuelle pour couvrir les prestations suivantes :
- Prestation ponctuelle de conseil et d'assistance en matière fiscale sur les obligations réglementaires de Proparco ;
 - Appui et conseil sur les obligations fiscales sur l'activité de Proparco (projets, assistance technique) ;
 - Appui et conseil lors de contrôles fiscaux.
- PRO/DJU souhaite se faire accompagner ponctuellement pour couvrir les prestations suivantes :
- Prestations de conseil et d'assistance en matière de droit fiscal telles que par exemple l'étude d'une réforme fiscale.
- Expertise France (EF/DAF) souhaite se faire accompagner pour couvrir les prestations suivantes :
- Etude des impacts fiscaux de l'activité de l'agence sur l'ensemble de ses déclarations fiscales
 - Etude des impacts fiscaux lors d'une installation dans un pays étranger en collaboration avec le pôle des implantations.
- FISEA souhaite se faire accompagner de façon ponctuelle sur les mêmes prestations que celles demandées par PRO/DJU et PRO/DAF.

- Enfin, ces entités du Groupe AFD ayant une activité « Monde » en Outre-Mer et dans les pays étrangers, elles peuvent émettre des besoins d'analyses fiscales au regard des spécificités des règles fiscales locales.

ARTICLE 6. Livrables attendus

- Concernant la revue annuelle de la production fiscale des entités (résultat fiscal, liasse fiscale, déclarations fiscales et sociales, etc.) :
 - Formalisation, dans des délais compatibles avec le respect des échéances fiscales concernées, par retour de mail, note et/ou fichier Excel i) du périmètre et des points revus, ii) de la conclusion de la revue, iii) des points d'attentions soulevés et des textes, doctrines, jurisprudences concernés iv) des recommandations formulées.
- Concernant les questions ponctuelles et demandes d'appui, de conseil, d'études et d'analyses relatives aux traitements et impacts fiscaux, émises dans le cadre de la production des déclarations fiscales des entités du groupe (cf. 5.1.1 environ 20 sollicitations par an- partie forfaitaire) ou formulées dans le cadre de prestations sur bons de commande (cf. 5.1.2) le titulaire devra produire , dans des délais compatibles avec le respect des échéances fiscales concernées, un memorandum ou une note détaillé(e), précisant notamment, le contexte et la problématique de la demande, l'analyse fiscale accompagnée de la réglementation/doctrine/jurisprudence applicables et des conclusions apportant une réponse précise aux questions posées et exploitable par le service prescripteur.

➤ Les réponses aux questions ne présentant pas un niveau de complexité élevé, pourront être formalisées par mail et ne nécessiteront pas de rédaction d'une note détaillée.

- Concernant la veille fiscale :
 - Communication à un rythme précisé par le titulaire d'alertes portant sur l'actualité et les nouveautés (réglementaires, doctrinales, de jurisprudence, etc.) en matière fiscale
 - Tenue d'une réunion annuelle de présentation des principaux enjeux et évolutions fiscale pour le Groupe AFD, à destination de l'ensemble des entités du Groupe.
 - Alerte et résumé, par mail, des points d'attention et des impacts en cas de modification/nouveauté fiscale applicable au contexte du groupe AFD.
 - Communication d'un feuillet trimestriel à chacune des entités du Groupe reprenant les principaux enjeux réglementaires pour le Groupe AFD (au maximum à J-30 de la fin de la période).

Le Process de validation des livrables est décrit à l'article 13 du Contrat Unique

Critères de validation des livrables

- La clarté et la lisibilité du livrable ;
- Le respect des délais ;
- Le respect du périmètre de la Prestation demandée ;

La fourniture d'une réponse et d'une conclusion aux questions posées exploitable par le prescripteur.

ARTICLE 7. Modalité d'exécution

7.1 Méthodologie attendue

Le prestataire pourra proposer la méthodologie jugée la plus adaptée pour mener à bien ses activités, en accord avec le responsable de la mission.

Si le prestataire détient une plateforme documentaire, l'accès qui serait accordé au groupe AFD sera détaillé dans son offre.

7.2 Exigence particulière de réalisation / Conditions d'exécution

Le marché peut être exécuté à distance.

Toutefois, la tenue de réunions sur site avec les prescripteurs peut être rendue nécessaire, auquel cas, les principaux lieux d'exécution seront les sites « Barthes » (44 rue Roland Barthes, 75012 Paris), « Mistral » (Place Louis Armand, 75012 Paris), les locaux de PROPARCO (151, rue Saint Honoré 75001 PARIS) et d'Expertise France (73 rue de Vaugirard 75006 Paris).

L'exécution du marché nécessite l'usage permanent de la langue française dans les rapports avec le maître d'ouvrage : documents, réunions, comptes rendus, appels téléphoniques, courriers électroniques, tous livrables, etc.

Dès la notification du marché, le prestataire aura à sa disposition la documentation existante relative aux sujets sur lesquels il interviendra.

Tous les livrables présentés par le prestataire ainsi que les facturations devront impérativement être détaillés et adressés aux interlocuteurs définis par les prescripteurs du Groupe AFD.

Les prescripteurs du Groupe AFD demandent une certaine disponibilité et réactivité de la part du prestataire pour les questions à caractère urgent.

Un suivi précis et détaillé des temps passés et de la facturation est attendu de la part du titulaire aux fins de suivi du respect des montants maximums de l'accord-cadre.

7.3 Planning d'exécution

Le démarrage de la prestation est prévu au plus tôt au 1er avril 2026 et prendra fin après validation par le prescripteur du dernier livrable transmis par le titulaire.

ARTICLE 8. Compétences attendues du Prestataire

Le Prestataire devra avoir les compétences suivantes :

- Forte expertise en matière de fiscalité française, de fiscalité du secteur public et privé et de fiscalité du secteur bancaire ;
- Maîtrise des normes fiscales (et comptables) du secteur bancaire / des marchés financiers ;
- Connaissance de la fiscalité internationale ;
- Connaissance des contrôles exercés par l'ACPR et l'administration fiscale
- Expérience significative en matière d'accompagnement fiscal de directions financières, juridiques et des ressources humaines de grands groupes du secteur bancaire de préférence.

ARTICLE 9. Moyens mis à disposition du Prestataire

Le groupe AFD mettra à disposition du titulaire la documentation fiscale existante (rescrits, échanges avec l'administration fiscale) nécessaire à la réalisation de la prestation.